

CONVERGENCE

LE MAGAZINE D'INFORMATION DU RÉSEAU SOLIDAIRE DU SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

N° 385

TRIMESTRIEL-AUTOMNE 2024



TOUR D'HORIZON

À Gaza, notre partenaire
témoigne

5

EN MOUVEMENT

Paris 2024,
la grande fête de l'été

16

DÉCRYPTAGE

62 % des Français
touchés ou menacés
par la pauvreté

7



Résultats du 18ème Baromètre IPSOS/SPF sous embargo jusqu'au 12 septembre à 5h

DANS LES ZONES RURALES, LA SITUATION S'AGGRAVE

Le 18^e baromètre de la pauvreté et de la précarité réalisé par Ipsos pour le Secours populaire français brosse le tableau d'une précarité qui s'aggrave, s'étend et où l'accès à l'énergie, à la prévention et aux soins est fortement dégradé, en particulier pour les populations des zones rurales.

◆ **Les difficultés financières des Français ne faiblissent pas malgré une légère accalmie sur le front de l'inflation.** C'est ce que montre la 18^e édition du baromètre de la pauvreté et de la précarité Ipsos / Secours populaire* : deux Français sur cinq disent désormais avoir traversé « une période de grande fragilité financière » au moins à un moment de leur vie. Jamais ce niveau n'a été aussi élevé depuis le pic enregistré en 2013. Le niveau de difficulté est tel qu'au total, 62% des Français déclarent avoir connu la pauvreté ou avoir risqué d'y tomber. Un chiffre en hausse de 4 points par rapport à 2023.

Cette fragilité financière touche en premier lieu les catégories populaires. Ainsi, 80% des ouvriers déclarent « avoir connu la pauvreté ou avoir été sur le point de la connaître », un niveau en progression de 6 points en un an. Parmi les personnes vivant dans les communes rurales, zones où la population est constituée d'une part importante d'ouvriers et d'employés, le niveau monte à 69%. Le ressenti dans les zones rurales a été particulièrement interrogé dans cette édition du baromètre 2024, en raison de l'actualité et des témoignages des bénévoles sur le terrain

Compte tenu d'une situation économique sur le fil du rasoir pour de très nombreuses familles, la crainte d'une transmission de la pauvreté entre générations est massivement partagée : 79% des Français estiment que les risques sont plus élevés pour les jeunes. C'est chez les parents d'enfants de moins de 18 ans que l'inquiétude est la plus grande (86%). Cette préoccupation s'est stabilisée à ces niveaux très élevés depuis 2018. Cela traduit un manque de confiance dans le futur au vu de la calcification continue des processus de reproduction des inégalités.

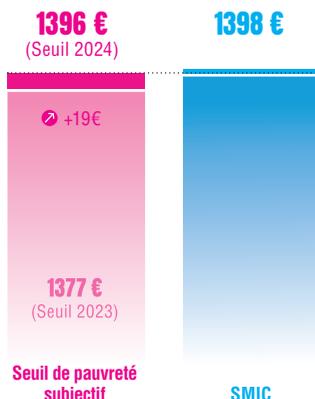
La grande fragilité de nombreux ménages se reflète dans la hausse, pour la troisième année consécutive,

“62% des Français déclarent avoir connu la pauvreté ou avoir été sur le point de la connaître.”

du “seuil de pauvreté subjectif” : une personne seule doit désormais disposer de 1396 euros par mois pour ne pas être considérée comme pauvre, selon les Français. Au terme d'une hausse de 19 euros par rapport à 2023, le “seuil de pauvreté subjectif” n'avait jamais été porté aussi haut par les personnes interrogées, le plaçant pour la première fois à 2 euros du SMIC (1398 euros nets pour un mois travaillé à temps plein).

S'il faut disposer au minimum d'un SMIC pour faire face aux dépenses de la vie quotidienne, c'est que les fins de mois restent tendues : 52% des répondants déclarent ne toujours pas réussir à mettre de l'argent de côté (-1% seulement en un an). Surtout, 16% des personnes interrogées sont même à découvert chaque mois. Là

Le sentiment de pauvreté n'est plus qu'à quelques euros du SMIC.



encore, la proportion est en recul par rapport à l'an dernier (-2%), mais les ouvriers, qui constituent la catégorie sociale la plus confrontée à cette précarité, voient leur compte bancaire plonger dans le rouge deux fois plus souvent que le reste de la population (31%).

Les factures sont si lourdes...

Les fins de mois difficiles résultent d'arbitrages de plus en plus serrés. On observe une nouvelle dégradation en 2024 sur de nombreux postes budgétaires essentiels tels que l'énergie, le logement ou l'accès à une mutuelle santé : jamais les difficultés enregistrées sur ces postes n'ont été aussi élevées. Près d'une personne sur deux peine à payer ses factures d'énergie : 47%, un nouveau record, au terme d'une hausse de 2 points depuis 2023. Les factures sont si lourdes que 43% des personnes interrogées ne chauffent pas leur logement lorsqu'il fait froid, « parfois ou régulièrement ».

Particulièrement frappés, plus des deux tiers des répondants disposant de revenus inférieurs à 1200 euros nets par mois ont du mal à régler leurs dépenses énergétiques : ils sont 69%, un niveau en hausse de 5 points par rapport au baromètre précédent, montrant ainsi une dégradation très forte de la situation des plus de 8 millions de personnes vivant avec les revenus les plus bas.

De même, le coût du logement continue de fragiliser les familles, à un



© Jean-Marie Rayapen / SPF



Les habitants des zones rurales sont particulièrement frappés par la hausse de la pauvreté.

30 %

des Français éprouvent des difficultés à se procurer une alimentation saine permettant de faire 3 repas par jour.

34 %

des Français accèdent difficilement aux services de santé (44 % parmi la population rurale).

niveau jamais mesuré auparavant : 38 % rencontrent des difficultés à payer leur loyer ou leur emprunt immobilier (+4 points). Ce qui corrobore les témoignages recueillis par les bénévoles sur le terrain depuis des mois.

Enfin, un autre record est à déplorer, dans le domaine de la santé cette fois : 29 % des répondants éprouvent de fortes contraintes pour disposer d'une mutuelle (+3 points). De la même façon, du fait de la baisse de son pouvoir d'achat ces dernières années, un Français sur trois (32 %) est toujours contraint « parfois ou régulièrement » à ne pas faire trois repas par jour.

De tels contrastes entre les différents niveaux de vie témoignent d'une aggravation des inégalités d'accès aux besoins essentiels. Ces écarts se mesurent aussi entre habitants des grandes villes, globalement plus aisés, et des petites communes rurales, où les catégories populaires sont très représentées.

Ainsi, 57 % des ruraux peinent à partir en vacances au moins une fois par an. C'est 9 points de plus que pour l'ensemble de la population alors que les vacances participent au bien-être des personnes et à leur dignité. De

même, hors des métropoles, 40 % des répondants ont de grandes difficultés à disposer d'équipements numériques en état de fonctionnement. C'est 7 points de plus que l'ensemble des Français. Une privation qui marginalise dans une société où l'accès aux services, et même aux services publics, a massivement migré sur Internet, rendant plus aléatoire la possibilité de faire valoir ses droits.

Les privations touchent tous les secteurs de la vie

Violence à distance, mais aussi dans l'image de soi que les gens peuvent renvoyer à leur entourage : 36 % des habitants des espaces ruraux peinent à prendre soin de leur apparence physique, faute de moyens. C'est un niveau supérieur à la moyenne des personnes interrogées (31 %).

Les privations touchent tous les secteurs de la vie. En cette année qui aura vu le retour des Jeux olympiques et paralympiques à Paris, un siècle après leur précédente édition dans la ville Lumière, un habitant sur trois vivant dans une commune rurale (31 %) renonce à pratiquer un sport ou une activité de loisirs. Ces privations sont encore plus fortement ressenties dans la population d'ensemble (35 %).

Les inégalités s'expriment aussi sur le plan collectif. « Si certains territoires sont moins dotés en services publics, ce n'est pas du fait de leur ruralité mais de la pauvreté de ceux qui les habitent », notent les sociologues Benoît Coquard et Clara Deville (*Le Monde diplomatique*, juillet 2024). Pour l'accès aux services publics fondamentaux, la situation apparaît préoccupante : un Français sur trois (34 %) juge difficile l'accès aux services de santé autour de chez lui. Cette proportion atteint près de deux habitants sur cinq en zone rurale (44 %). En matière de transports en commun, 59 % des ruraux estiment que leur accès est difficile, soit parce qu'ils sont trop éloignés ou trop irréguliers ; c'est 18 points de plus que pour les réponses de l'ensemble des Français. Enfin, près d'un quart des habitants vivant hors des villes grandes ou moyennes (24 %) jugent les différents services sociaux peu accessibles. Et ce, alors que les besoins y sont souvent élevés.

* Le baromètre de la pauvreté et de la précarité a été mené auprès de 996 personnes, constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 16 ans et plus. Elles ont été interrogées par téléphone du 24 au 26 mai 2024.

DÉCRYPTAGE

📍 Magny-en-Vexin

Photos : © Ninoman Cadoret / SPFF



REPORTAGE Avec les oubliés du Vexin

◆ Chaque jeudi, l'équipe de bénévoles du Secours populaire de Saint-Ouen-l'Aumône prend la direction de Magny-en-Vexin, à 60 kilomètres de la capitale.

« On a le temps de voir défilier les champs de blé, de betteraves et de colza », rigole Pascal au volant du Renault Master, qui ressemble à un camping-car depuis qu'il a été rallongé pour stocker une tonne de denrées alimentaires. Une fois par semaine, l'équipe établit dans ce gros bourg de 6000 habitants une antenne mobile pour venir en aide aux habitants confrontés à la précarité :



.....
« Ici, les cars s'arrêtent à 21 h... ça limite les emplois auxquels on peut postuler. »
.....

femmes isolées avec enfants, actifs en recherche d'emploi, travailleurs handicapés, jeunes et célibataires aux petits boulots à temps partiels, des retraités « aux revenus au ras des pâquerettes », détaille Yves, l'un des deux référents de l'équipe du Solidaribus qui compte dix bénévoles. Pascal, suivi par Christian qui conduit une camionnette plus petite, s'engouffrent entre les devantures de commerces en tous genres dont certains rideaux de fer demeurent invariablement baissés. Des personnes attendent déjà devant le rectangle dépouillé de la salle des fêtes depuis un an. Il y a deux ans, une quinzaine de familles venaient retrouver les bénévoles. Désormais, elles sont une centaine.



« Laitages, viandes, légumes secs, je ne mange que ce que le Secours populaire me fournit. Je ne peux rien acheter, mon compte est à découvert », raconte Laura, vendeuse en boulangerie dont le SMIC est grevé par l'apurement d'un passif laissé par son ex-compagnon. La jeune brune aux cheveux mi-longs paie aussi le crédit pour sa voiture, « indispensable » dans cette zone du Val-d'Oise desservie par des cars dont les horaires restreints sont un sujet de conversation devant le Solidaribus. « Ici, les cars s'arrêtent à 21 h, donc impossible de faire la fermeture d'un restaurant, ça limite les emplois auxquels on peut postuler », avance Steacy, la vingtaine, venue accompagner une amie. Selon l'édition 2024 du baromètre Ipsos / Secours populaire, 59% des habitants de zones rurales estiment que l'accès aux transports en commun est difficile ; c'est 18 points de plus que pour l'ensemble des Français.

Quoi qu'il arrive, on est là tous les jeudis, été comme hiver

« Avec le Solidaribus, nous allons au-devant des familles. Ça change tout au niveau de la relation entre les bénévoles et les personnes aidées, s'enthousiasme Yves, très impliqué. On vient un peu comme l'épicier avec sa camionnette Citroën, dans le temps. Quoi qu'il arrive, on est là tous les jeudis, été comme hiver. Pour les familles, c'est un soulagement. » Ça aide Laura, la jeune vendeuse, à « continuer à tenir ». Il lui faudra encore des années de ténacité avant de régler sa situation.

DÉCRYPTAGE

📍 Magny-en-Vexin

Pascal et Christian se sont garés sur le parking, en face de la porte d'entrée de la salle des fêtes. Les bénévoles déchargent la plus grande partie des denrées. Les gens ont commencé à entrer. Ils s'acquittent de quelques euros avant d'aller remplir leurs sacs : café, concentré de tomates, corn-flakes, farine, haricots, huile, maïs, sardines, semoule, thon... Dans le fond de la salle, Fred et Hocine, deux bénévoles de la commune, leur mettent à disposition toute l'épicerie ; sans oublier le chocolat, les friandises et les gâteaux pour les enfants.

« Vu le prix de la viande dans le commerce, on achète plutôt des saucisses, du jambon, même si hier on a fait une petite folie avec des Cordons bleus pour les petits », témoigne Céline, 38 ans, la mère de Lucas et Gabriel, 9 et 6 ans. Cette escalope de porc panée, farcie de fromage, représente *« une petite folie »* car son mari Denis n'a plus trouvé de travail après qu'une crise

« Les prix se sont envolés. »

d'asthme l'a plongé dans le coma au beau milieu de son ancien atelier de recyclage informatique *« avec des poussières partout »* : le paquet de Cordons bleus *« n'était que pour eux »*, tempère l'homme de 57 ans. *« On a préféré le leur laisser. J'ai été élevé comme ça. »*

Au fur et à mesure, les relations se nouent

« Pour faire le point sur leur situation de manière confidentielle, il y a le compartiment aménagé du Solidaribus », explique Bruno, le secrétaire général de la fédération du Secours populaire du Val-d'Oise, qui vient de saluer tout le monde. Les bénévoles apportent aussi des

vêtements, des produits d'hygiène – dont les prix *« se sont envolés »* – et proposent aussi des séjours de vacances à Oléron, en Normandie, en Bretagne ; ou des sorties pour les enfants.

Au fur et à mesure, les relations se nouent, *« les gens nous parlent facilement et nous pouvons même les aiguiller pour refaire une demande à la CAF ou s'ils sont bloqués sur leur déclaration d'impôts »,* confie Yves avec fierté. Si l'entretien n'a pas permis de régler la situation, les bénévoles les aiguillent vers le pôle de soutien administratif municipal, *« de manière très précise : "Allez voir telle personne dans ce bureau". »* Céline et Denis viennent de recevoir un courrier annonçant que le RSA de Céline sera diminué alors que son mari vient tout juste d'apprendre, le matin même, que ses allocations chômage ont été *« coupées »*. *« Alors qu'on a toujours envoyé tous les papiers »,* réagit Denis avec une pointe d'exaspération.



« On a fait une petite folie, on a acheté des Cordons bleus pour les petits. »

« Ces à-coups administratifs ne facilitent pas la vie du couple »

« Je vais encore devoir retourner à Cergy par le car, encore refaire un dossier », lâche Denis, désabusé. Ces à-coups administratifs ne facilitent pas la vie du couple. « La première fois que nous sommes venus au Secours populaire, il y a deux ans, c'était parce que je ne touchais pas encore le RSA », explique Céline qui a pu compter sur l'appui des bénévoles pour constituer le dossier. Comme beaucoup d'aide-soignantes, elle a dû abandonner cette profession après s'être « bloqué » le dos, à force de soulever des patients pendant des années. Un sourire apparaît sur son visage rond : elle veut devenir caissière.

À côté d'elle, Steacy, venue accompagner une amie, a engagé la discussion avec les bénévoles, qui ne l'avaient pas vue depuis longtemps. La jeune femme, qui a un petit tatouage dans le cou, vit maintenant à Montpellier où elle a trouvé une formation dans l'hôtellerie. « Les gens restent ici en général, y a que des jeunes qui partent. »

66 %

des Français souhaitent s'impliquer pour aider les personnes en situation de pauvreté.



POUR EN SAVOIR PLUS



© Maïté Batini / SPF

TÉMOIGNAGE

« Nous ne partons en vacances que tous les trois ans »



J'ai commencé à travailler à l'âge de 15 ans par faire les "saisons" : maïs, pommes de terre, melons, pêches, pommes, fraises... Les cerises, il faut les cueillir avec la petite fleur, avec la queue et au bon calibre sinon c'est une retenue sur le salaire. J'ai même travaillé, enceinte, dans la restauration. Je n'ai pas le permis, ça ne m'a jamais empêché de faire les trois-huit à l'usine de vins et de sirops de Beaucaire : pendant des années, j'y suis allée à vélo. Je mettais une heure pour y aller et une autre pour en revenir. Je ne travaille pas depuis que j'ai contracté, lors d'un accouchement, il y a plusieurs années, une maladie invalidante qui n'est pas reconnue comme telle par la Maison départementale pour les personnes handicapées, "parce que je peux encore marcher"... Quand mes filles iront toutes à l'école, je reprendrai les heures de ménage mais pas avant,

sinon l'argent que je gagnerais partirait immédiatement dans les heures de garde d'enfants. Je suis venu [au Mont Aigoual dans les Cévennes, pour un séjours vacances solidaire] avec mon compagnon et quatre de nos enfants. Prendre l'air, leur faire découvrir la nature, ça me plaît. Nous ne partons en vacances que tous les trois ans, voir des membres de la famille à Bordeaux. Cette année, c'est nous qui les recevons, après nous verrons quand on pourra y aller, mais en ce moment, je compte chaque euro car le père de mes enfants est en arrêt de travail depuis plusieurs mois à force de répéter les mêmes gestes d'ouvrier boulanger tous les jours. »

PASCALINE

Pascaline habite dans un village près de Nîmes et est aidée par le Secours populaire du Gard.



Europe : la précarité, une réalité préoccupante

Pour la seconde année consécutive, le baromètre européen de la pauvreté et de la précarité* a été réalisé dans 10 pays. Près d'un tiers des Européens (29%) se considèrent confrontés à la précarité. Si la situation est préoccupante sur tout le continent, près de la moitié de la population est concernée en Grèce (46%) et en Moldavie (45%). Si une majorité des Européens (56%) déclare réussir à boucler ses fins de mois, elle est contrainte de faire attention à ses dépenses. Seuls 15% déclarent avoir une bonne situation financière.

La précarité résulte dans près des trois-quarts des cas (72%) de revenus insuffisants : avoir un travail ne signifie pas forcément désormais bénéficier d'une situation stable. Plus d'un tiers des actifs (35%) déclarent que les revenus issus de leur activité professionnelle sont insuffisants pour faire face à l'ensemble de leurs dépenses. Au Portugal, en Grèce et en Serbie, c'est près de la moitié des actifs qui n'arrivent pas à couvrir leurs dépenses avec leur salaire.

Les Européens sont pessimistes pour les générations futures. Selon eux, la situation est amenée à se détériorer et les jeunes auront plus de

“Ces résultats montrent que rien ne s'améliore vraiment d'une année sur l'autre...”

difficultés à obtenir un emploi stable (60%), un logement décent (59%), des services de santé (52%) et de bonnes conditions de travail (50%).

Même si l'inflation a ralenti, le niveau des prix reste élevé si bien que plus de la moitié des Européens (52%) ont récemment dû se priver du fait de leur situation financière. Les loisirs sont les premiers à être sacrifiés : près de 2 Européens sur 3 ont dû renoncer à des sorties (62%) et une proportion similaire de parents n'a pas pu faire de sorties ou profiter de loisirs en famille (68%). La situation est si tendue que 1 habitant du continent sur 3 déclare ne pas pouvoir subvenir aux besoins essentiels de ses enfants (31%). Pour les adultes, les privations sont multiples. Plus d'un Européen sur deux (58%) a déjà dû restreindre ses

35%

des Européens déclarent que les revenus issus de leur activité professionnelle ne leur permettent pas de faire face à l'ensemble de leurs dépenses.

27%

des Européens déclarent avoir faim et sauter un repas.

Soit près d'1 Européen sur 3.

31%

des Européens déclarent ne pas pouvoir subvenir aux besoins essentiels de leurs enfants.

Soit plus d'1 Européen sur 3.

déplacements et près de 1 sur 3 déclare avoir faim et même plus du quart est contraint de sauter un repas (27%).

À la lumière de ces chiffres, il est difficile de deviner que l'Europe est la zone la plus riche du monde...

« Ces résultats montrent que rien ne s'améliore vraiment d'une année sur l'autre et que la situation générale reste dramatique, souligne Carlo Testini, membre de l'association ARCI, le partenaire italien du Secours populaire. *Le faible niveau des salaires qui produit le phénomène des travailleurs pauvres apparaît comme la question principale sur le continent.* »

*En ligne, du 13 juin au 3 juillet 2024, auprès de 10 000 personnes dans 10 pays européens : France, Allemagne, Grèce, Italie, Pologne, Royaume-Uni, Moldavie, Portugal, Roumanie et Serbie.



POUR EN SAVOIR PLUS

